

Ce message pourrait être une suite à :

[Dans immobilier, il y a immobile!](#)

http://cogolinforum.free.fr/cogolin_quelle_ville_pour_demain_18.pdf

La ville de Cogolin est souvent affublée de l'expression cité-dortoir. Cette dénomination ne manque pas ordinairement de susciter une levée de boucliers de la part de nos gouvernants municipaux qui lance une kyrielle d'arguments plus ou moins pertinents pour tenter de dénoncer la fausseté de ce qualificatif contrariant.

L'encyclopédie libre du net Wikipédia donne la définition suivante :

Une ville-dortoir, ou cité-dortoir, est une ville avec un marché du travail réduit et dont le principal but est de regrouper des logements. Au lieu d'avoir une activité dans cette ville, les habitants sont souvent employés dans une importante cité voisine. Une telle situation entraîne des migrations pendulaires entre la ville-dortoir et le bassin d'emploi.

La ville de Cogolin ne concorde-t-elle pas, peu ou prou, avec cette définition ?

Il va de soi que l'observateur critique trouvera toujours sujets à controverse dans cette définition.

Toutefois, c'est bien ça dans l'esprit. L'expression « travail réduit » a un caractère quantitatif qui peut éventuellement être cause de débat. Par contre, il est peu probable que le litige puisse concerner le sens littéral du mot. C'est un fait, l'emploi est effectivement réduit à Cogolin et dans l'ensemble du Golfe. La crise n'est pas faite pour arranger les choses. Cet été en a donné un aperçu.

Bien sûr, il y a des magasins, des grandes surfaces et autres entrepreneurs. Seulement, il ne faut pas confondre patron et employé, emplois CDI et emplois saisonniers et/ou précaires, petite entreprise avec plusieurs ouvriers et travailleur indépendant. Il ne faut pas confondre les grandes surfaces au compte en banque fourni avec les petits commerces fragiles. Il ne faut pas confondre création d'entreprise avec entreprise pérenne. Ce n'est pas parce qu'un commerce est créé qu'il a des clients, qu'il génère un bénéfice...

Il est évident que notre commune s'est avérée peu habile à négocier le virage de la création d'emplois productifs, condition pourtant sine qua non à un développement socio-économique harmonieux. J'entends par là que l'économie locale tourne autour du tourisme qui est plutôt fluctuant et autour des services.

La politique municipale est donc, faute de mieux, essentiellement basée sur l'essor aléatoire et un peu chaotique du tourisme, de l'habitat résidentiel.

Cela est certainement dû à une relative passivité ainsi qu'à une action élaborée à court terme des gouvernances précédentes face à un monde qui bouge et une société qui change.

La politique municipale semble une coquille vide et l'improvisation, la règle collégiale suivie de façon quasi intangible. La gouvernance se satisfait de miser presque tout sur l'effet inéluctable que représente l'accroissement mécanique de la population, sur le dos de laquelle, elle s'efforce de récolter la manne fiscale suffisante et nécessaire pour mener à bien la politique partisane encouragée par la frange la plus sectaire de la communauté.

Dans l'absence d'un plan défini de développement cohérent, la gouvernance actuelle parie, sans leur proposer un plan de soutien, sur les petites unités artisanales susceptibles de distiller quelques emplois supplémentaires. C'est la politique du chacun pour soi qui nous a conduit dans le mur de la crise de 2008 !

Par ailleurs, la commune pratique la politique de la course à l'échalote, au mépris de toute notion d'équilibre.

La gouvernance actuelle multiplie les grandes surfaces en périphérie de ville tout en étant bien consciente que celles-ci seront peu pourvoyeuse d'emplois à temps plein et donc correctement rémunérés. Une telle démarche prend le risque de fragiliser la condition du petit commerce de proximité et de précipiter la désertification du centre-ville, mais cela permet de faire illusion au moment de présenter un bilan pour les élections.

La gouvernance actuelle a un plan de développement économique illogique par rapport aux préconisations dans l'air du temps.

JANUS tient à préciser qu'il ne met pas en cause la bonne volonté ou le dévouement de nos responsables municipaux. Ils sont naturellement convaincus d'œuvrer pour le bien-être de Cogolin et de ses habitants. La nuance est que vouloir bien faire n'est pas forcément bien faire !

JANUS seraient plutôt favorables à la tenue de tables rondes autour de l'emploi, des sortes d'états généraux de l'économie locale avec les acteurs du tissu entrepreneurial, artisanal et commercial. Ensemble, seraient définies les nouvelles stratégies à mettre en œuvre pour redynamiser l'économie locale. Les idées existent pour entreprendre une réforme structurelle de la politique de la ville afin d'augmenter l'attractivité de la commune. La volonté d'une gouvernance, quelle qu'elle soit, ne suffit pas. Des projets, à l'échelle d'une génération, doivent être expliqués, débattus, affinés, acceptés, par le plus grand nombre pour que leurs objectifs aient un maximum de chances d'être atteints. Une gouvernance ne doit pas gérer, comme l'on fait les précédentes et l'actuelle, au-dessus de la population. Elle se doit de gérer pour la population et avec la population, principale concernée !

Le gérant actuel de Cogolin ne cesse de mettre en avant le dynamisme des PME artisanales, des commerces. Mais il oublie de clamer en même temps que sa politique de la ville va à contresens du propre effort du tissu économique local, voire même, l'entrave !

Des « états généraux » de l'économie locale, un partenariat pour initier des actions cohérentes et autres, ne sont pas des mesures qui doivent vous faire peur, bien au contraire. C'est le rôle d'une gouvernance d'œuvrer pour sa population, pour son tissu économique. La prise de risques calculée et raisonnée doit faire partie de la gamme des flèches disponibles pour l'arc aux cordes présumées plurielles, d'un dirigeant de commune digne de ce nom !

Cela fait maintenant tant d'années que les trains du développement économique passent prestement par Cogolin sans y marquer l'arrêt que JANUS vous propose de bâtir la gare du « mieux vivre ensemble à Cogolin demain » pour qu'il puisse enfin s'y arrêter. Ne serait-il pas temps, en 2014, de mettre en place des élus compétents, réactifs, intrépides, énergiques et dotés d'une vision claire, expliquée et partagée du devenir de Cogolin.

2014, POUR GOUVERNER AUTREMENT...

JANUS